

L'agenda
des conférences
en Haute-Normandie
est sur
www.filfax.com

Justice

Tromperie et détournement de fonds

Deux dirigeants de la CGT du port du Havre condamnés à 10 mois de prison avec sursis

Le tribunal correctionnel du Havre a condamné lundi à dix mois de prison avec sursis les deux dirigeants du syndicat CGT des travailleurs portuaires du Grand port maritime du Havre, Patrick Deshayes, secrétaire général du syndicat, Brice Friboulet, secrétaire général adjoint et trésorier du syndicat, qui étaient poursuivis pour escroquerie et abus de confiance envers leur employeur et le syndicat. Ils ont en outre été condamnés à 55.000 € de dommages et intérêts à la CGT.

Ils avaient comparu le 4 octobre dernier, renvoyés devant le tribunal pour avoir, de janvier 2002 à septembre 2006, « *trompé leur employeur le port autonome du Havre en employant des manœuvres frauduleuses, en remettant des fiches ou factures de restauration et d'hébergement falsifiées pour obtenir des remboursements de frais de mission, et d'avoir détourné à titre personnel des fonds qui leur avaient été remis, dans le cadre de l'exercice de leur mandat syndical, au préjudice du syndicat CGT du port près de 64.000 €* ». Le tribunal établit dans son délibéré du 8 novembre qu'« *aucune pratique antérieure ne vient justifier les retraits habillés en fiches vierges de restaurant remplies à posteriori* ». Il poursuit qu'on « *doit admettre que les fiches trouvées en comptabilité correspondent pour l'essentiel à des dépenses fictives, donc non liées à l'exercice de fonctions syndicales.* » Par ailleurs la non rétrocession des remboursements des avances faites par le syndicat relève bien de l'abus de confiance. Mais si l'escroquerie au préjudice du port autonome (depuis Grand Port Maritime du Havre) a bien été établie, le GPMH n'avait rien réclamé, estimant que le montant ne pouvait être déterminé. Le 4 octobre, le Parquet avait requis un an de prison avec sursis et une amende de 15.000 € contre chacun des prévenus.

L'affaire remonte à 2004, quand un collectif de six adhérents de la CGT du port du Havre a commencé à réclamer des éclaircissements sur les comptes et l'utilisation des cotisations des syndiqués. Le CGT du port avait dénoncé une tentative de déstabilisation syndicale, en toile de fond de la réforme portant sur la privatisation des ports. (lire fil-fax du 5 octobre 2010 et du 27 octobre 2010).

Natalie Castetz

Politique

Collectivités locales

M. Le Vern dénonce une réforme "cul par dessus tête"

Le projet de loi réformant les collectivités territoriales signifierait « *la mort du 276, dispositif unique en France* », prévient Alain Le Vern président (PS) du conseil régional de Haute-Normandie, avant le vote définitif qui doit avoir lieu à l'Assemblée nationale et au Sénat. Il estime que « *cette loi sur les collectivités territoriales est un nouvel exemple de la méthode réformatrice "cul par-dessus tête" du gouvernement. Autrement dit, confondre les priorités et courir aveuglément aux réformes. Au lieu de commencer par clarifier les compétences des collectivités et d'introduire une véritable hiérarchie dans certains domaines, la seule motivation de l'UMP est de créer un conseiller territorial avec un mode de scrutin néfaste pour la démocratie* ».

M. Le Vern stigmatise « *le passage en force de l'UMP, le non respect du Sénat, pourtant reconnue "assemblée des collectivités locales", et le recul des sénateurs centristes sous la pression de l'UMP et de M. Sarkozy. C'est un "très mauvais signal adressé aux élus locaux. (...) Là où les Français attendaient des économies, la réforme engendrera des coûts supplémentaires* ».

Venu soutenir les Sahraouis

Jean-Paul Lecoq se fait expulser du Maroc

Jean-Paul Lecoq, député communiste de Seine-Maritime, maire de Gonfreville-l'Orcher, a été expulsé du Maroc lundi matin. A son arrivée à Casablanca dimanche soir, il a été empêché de circuler et assigné dans l'aéroport après qu'on lui ait retiré son passeport. Il se rendait à El Ayoun, comme le député européen espagnol Willy Meyer, pour apporter son soutien aux populations sahraouies, qui revendiquent l'indépendance du Sahara occidental. Des incidents violents se sont produits lundi autour d'un campement encerclé par les forces armées marocaines.